Libéralisation économique et violence politique au Cambodge

Jean-François Leguil-Bayart

▶ **To cite this version:**

Jean-François Leguil-Bayart. Libéralisation économique et violence politique au Cambodge. 2004. hal-01065543

HAL Id: hal-01065543

https://sciencespo.hal.science/hal-01065543

Preprint submitted on 18 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

FASOPO
FONDS D'ANALYSE DES SOCIÉTÉS POLITIQUES

Jean-François Bayart
Directeur de recherche au CNRS

Libéralisation économique et violence politique au Cambodge

Les paramètres essentiels de la situation politico-économique au Cambodge sont, de façon non exhaustive :

1) ***sa condition de PMA*** (314 $ de revenu annuel par habitant, contre 1 278 dans l'ensemble de l'ASEAN, 361 au Laos, 480 au Vietnam, 2 311 en Thaïlande), l'exiguïté de son marché (sans doute pas plus d'un million de vrais consommateurs intégrés à l'économie de marché, sur une population de 14 millions d'habitants), l'absence de système bancaire digne de ce nom, le sous-développement des infrastructures, l'extrême polarisation sociale et économique entre les campagnes et les villes : autant de facteurs qui constituent un désavantage comparatif général par rapport à la plupart des autres pays de la région et à la dynamique économique de cette dernière.

2) ***sa démographie, que caractérise une population jeune*** (50% de moins de 20 ans), ***peu éduquée*** (taux d'alphabétisation de 70%, taux de scolarisation du 3ème degré de 2,5%) et ***très majoritairement rurale*** (80%). Le déficit éducationnel du Cambodge ne s'explique pas seulement par la liquidation des diplômés à laquelle les Khmers rouges auraient procédé (la systématicité de ces massacres est au demeurant remise en cause dans certains travaux

universitaires[1]). En fait l'influence culturelle occidentale a touché le pays plus tardivement que la plupart des autres Etats de l'Asie du Sud-Est et elle y a été moins sensible. L'investissement scolaire du colonisateur français a été limité : le Cambodge ne comptait que 2 700 lycéens en 1953, et seulement 144 bacheliers en 1954 ; il était évidemment dépourvu d'Université[2]. Mais dans le même temps le système de l'éducation cléricale bouddhiste avait été profondément ébranlé, créant un véritable vacuum culturel. Il est vrai que les « années Sihanouk » (1954-1970) ont permis un rattrapage spectaculaire. Néanmoins, celui-ci a été plus quantitatif que qualitatif et a surtout produit une « masse de pseudo intellectuels »[3]. Il est révélateur que les premiers leaders du mouvement révolutionnaire khmer aient souvent été d'anciens bonzes, à l'instar de Son Ngoc Minh (par comparaison, la lutte anti-coloniale avait été complètement sécularisée dès les années 1930 dans un pays comme la Birmanie, où la Young Men's Buddhist Association, créée en 1906, avait pourtant joué un rôle pionnier et où le clergé était resté très puissant). L'histoire du radicalisme politique et de la violence qu'il a entraînée depuis la Seconde Guerre mondiale, bien avant la tragédie des années 1975-1978, est indissociable de ce déficit éducationnel et des frustrations sociales qu'a engendrées la scolarisation à marche forcée des années 1960[4].

3) ***sa géographie humaine, qu'ont marquée des vagues successives de déplacements forcés de populations*** à la suite :

. de la répression de la rébellion Issarak entre 1946 et 1954 (de 1/8ème à ¼ de la population cambodgienne a alors été frappé par des mesures de regroupement autoritaire) ;

. de la politique de « khmérisation » des minorités montagnardes et de la lutte anti-communiste dans les années 1960 ;

. du lancement de projets de « développement » et de « fronts pionniers » dans le Nord-Ouest, en 1966 ;

. des bombardements américains entre 1969 et 1973 ;

. des déportations massives de l'époque khmère rouge ;

. des exodes ou des rapatriements liés à la guerre de 1978-1979 avec le Vietnam, au renversement du régime de Pol Pot, à la situation de collectivisation et de pénurie

[1] Voir par exemple M. Vickery, *Cambodia. 1975-1982*, Bangkok, Silkworm Books, 1984, p. 154.
[2] B. Kiernan, *How Pol Pot Came to Power. Colonialism, Nationalism, and Communism in Cambodia, 1930-1975*, New Haven, Yale University Press, 2004 (deuxième édition), p. xlix et pp. 18 et suiv.
[3] J. Nepote, « Education et développement dans le Cambodge moderne », *Mondes en développement*, 28, 1979, pp. 767-792.
[4] B. Kiernan, *The Pol Pot Regime. Race, Power, and Genocide in Cambodia under the Khmer Rouge, 1975-79*, New Haven, Yale University Press, 2002, nouvelle édition, p. 6.

alimentaire qui s'est perpétuée dans les campagnes plusieurs années après celui-ci, et aux mesures sporadiques d'expulsion des pauvres hères (et des Chinois) de la capitale prises à partir de décembre 1981[5] ;

. de l'ouverture de nouveaux « fronts pionniers » et de l'affermage à des opérateurs privés de nombreuses concessions agro-industrielles ou forestières depuis les années 1980-1990.

Dès avant les années 1970, de 80 à 90 % de la population rurale semblaient avoir ainsi fait l'expérience plus ou moins directe de la violence politique et administrative en ayant été contraints à changer de lieu de résidence [6]. Et un auteur comme Ben Kiernan attribue aux effets des bombardements américains la « métamorphose extrémiste » du mouvement communiste cambodgien[7]. Il va sans dire que les campagnes restent aujourd'hui façonnées par cette histoire tragique : leur représentation idéologique en termes de « communautés paysannes », ou leur organisation économique sous forme de communautés d'usagers ou de producteurs ne peuvent occulter les fractures et les conflits hérités d'un demi-siècle de migrations forcées[8]. Les villes elles-mêmes, et leurs relations avec les campagnes, par l'intermédiaire des réseaux de parenté ou d'exode rural, portent encore, selon toute vraisemblance, le poids de ce passé immédiat.

4) ***une forte contrainte régionale***, le Cambodge ayant été, depuis le XVIII° siècle, une zone-tampon entre le Siam et le Vietnam, sur fond de contentieux frontaliers et même territoriaux que ni la colonisation ni les luttes de libération nationale n'ont résolus et qu'elles ont même parfois exacerbés. Sans remonter à l'extermination des « Cochinchinois » (i.e. des Vietnamiens) du royaume en 1751, en guise de représailles à leur colonisation du Delta du Mékong, il faut rappeler que des massacres de Vietnamiens ont à nouveau eu lieu en 1949, en 1970 lors de la prise du pouvoir par Lon Nol[9], et sous le régime khmer rouge. Des tensions se sont à nouveau fait jour à propos de l'immigration vietnamienne au début des années 1980, en dépit de la proximité et même de l' « intimité » entre Phnom Penh et Hanoi[10] - et ce jusqu'à aujourd'hui. Les Chams, musulmans et assimilés à une minorité allogène, ont eux aussi fait

[5] E. Gottesman, *Cambodia After the Khmer Rouge. Inside the Politics of Nation Building*, New Haven, Yale University Press, 2003, pp. 38 et suiv., 93 et suiv., 179 et suiv.
[6] M. Vickery, *Cambodia. 1975-1982*, *op. cit.*, p. 18.
[7] B. Kiernan, *How Pol Pot Came to Power*, *op. cit.*, pp. 391-392.
[8] Cf par exemple F. Luco, *Entre le tigre et le crocodile. Approche anthropologique sur les pratiques traditionnelles et nouvelles de traitement des conflits au Cambodge*, Phnom Penh, Bureau de l'UNESCO, 2002.
[9] B. Kiernan, *How Pol Pot Came to Power*, *op. cit.*, pp. 73 et suiv.
[10] E. Gottesman, *Cambodia After the Khmer Rouge*, *op. cit.*, chapitres 5 et 6.

l'objet de pogroms, notamment en 1952, et ont été durement frappés durant la période khmère rouge, même si la caractérisation de leur liquidation en termes de génocide donne lieu à des divergences entre les spécialistes[11].

Surtout, la quasi-totalité des historiens du mouvement communiste cambodgien s'accordent à voir dans la relation qu'il a entretenue avec son homologue vietnamien l'un des principaux facteurs explicatifs de son évolution interne, encore que les interprétations varient là aussi d'un auteur à l'autre. Selon la lecture classique, les dirigeants historiques qui s'étaient réfugiés à Hanoi après la Conférence de Genève, en 1954 – les « Khmers Hanoi » - et qui ont contrôlé le parti jusqu'en 1960, ont progressivement été supplantés par un groupe de cadres formés en France, violemment anti-vietnamiens[12]. Cette contradiction s'est amplifiée tout au long de la lutte armée, de 1967 à 1975 : la rébellion khmère et l'armée vietnamienne semblent s'être affrontées militairement dès avant 1970[13]. L'antagonisme a profondément divisé les Khmers rouges eux-mêmes aussi tôt qu'en 1967-1969, en partie selon une ligne de fracture régionale, la faction pol potiste et ultra-nationaliste dominante dans le Sud-Ouest s'opposant aux cadres de l'Est – souvent des « Khmers Hanoi » - favorables à une politique de bon voisinage avec le Vietnam et finissant par les exterminer en 1977-1978[14].

Dans un ouvrage récent, Steve Heder révise cette thèse sans pour autant nier l'importance du facteur vietnamien, bien au contraire[15]. D'une part, l'influence de la pensée française radicale sur le mouvement communiste cambodgien a été insignifiante et s'est plutôt fait sentir sur ses compagnons de route, en particulier Khieu Samphan, Hou Youn et Hu Nim. A l'exception de Salot Sâr (alias Pol Pot), de Ieng Sary et de Son Sen, les cadres communistes cambodgiens passés par la France ont été, dès leur retour au pays, politiquement marginalisés par les dirigeants de formation et d'obédience vietnamiennes[16] qui n'ont cessé d'assurer le leadership effectif du parti ou de ce qui en tenait lieu[17]. D'autre part, l'emprise idéologique et

[11] B. Kiernan met l'accent sur la dimension ethnique des tueries (*The Pol Pot Regime*, *op. cit.*, chapitre 7) et reproche à D. P. Chandler, M. Vickery et S. Heder de la sous-estimer.
[12] B. Kiernan, *How Pol Pot Came to Power*, *op. cit.*, pp. 197-198.
[13] B. Kiernan, *How Pol Pot Came to Power*, *op. cit.*, p. 275.
[14] *Ibid*, chapitre 7 et pp. 357 et suiv.
[15] S. Heder, *Cambodian Communism and the Vietnamese Model*, volume 1 : *Imitation and Independence, 1930-1975*, Bangkok, White Lotus, 2004.
[16] En particulier par Siv Heng, jusqu'à son « retournement » par la police secrète de Lon Nol, en 1958, par Tou Samut, jusqu'à son assassinat en 1962, par San Ngoc Minh, jusqu'à son décès en 1972, et par Nuon Chea, n° 2 ou 3 de l' « Organisation » (*ângkar*) du milieu des années 1950 jusqu'à janvier 1979.
[17] En réalité le mouvement communiste cambodgien a toujours été très faible et n'a pu accéder au pouvoir, en 1975, que par un concours de circonstances exceptionnel. Il comptait 1 862 militants en 1954 et, selon Salot Sâr,

organisationnelle du Viet Minh ne s'est jamais démentie depuis le début des années 1950, et ses principaux relais en ont été les futurs dirigeants khmers rouges eux-mêmes, à commencer par Nuon Chea, « Ta » Mok et Salot Sâr. En fait, ces derniers ont été « plus vietnamiens que les Vietnamiens »[18]. Ils ont complètement adhéré au modèle de lutte nationale armée que le Viet Minh et le Viet Cong ont successivement incarné. Ils n'ont eu de cesse de demander – en vain jusqu'au coup d'Etat contre Sihanouk et à l'intervention américaine de 1970 – l'aide militaire de Hanoi. Ils ne sont vraiment entrés en conflit avec leurs alliés vietnamiens qu'à partir de 1972-1973, lorsqu'ils ont obtenu leur engagement armé sur le terrain. Ils ont alors craint à la fois la résurgence du vieux projet de fédération indochinoise communiste, sous la houlette de leur trop puissant protecteur, et le sacrifice de leur cause révolutionnaire sur l'autel de l'accord de Paris de janvier 1973, à l'image de ce qui s'était produit lors de la Conférence de Genève, en 1954[19].

En d'autres termes, l'antagonisme entre les communistes cambodgiens et leurs mentors vietnamiens ne serait qu'un mode d'appropriation paradoxale de la voie révolutionnaire de ceux-ci par ceux-là. Et l'appellation même de Khmer rouge, introduite par Sihanouk dans les années 1960 pour opposer les communistes d'obédience vietnamienne aux progressistes nationalistes dont Khieu Samphan semblait être le parangon, est en elle-même trompeuse dès lors qu'elle brouille la prééminence continue de la pensée viet minh, du Parti communiste d'Indochine (1930-1951) aux différents avatars du Parti communiste cambodgien des années 1950-1990[20].

Quoi qu'il en soit, dans le cadre du régime actuel, la relation au Vietnam demeure un facteur important de différenciation politique. Le Premier ministre Hun Sen a maintenu sa coopération avec Hanoi tout en s'en émancipant, en développant ses relations avec la Chine et en s'appuyant sur le roi Sihanouk pour contrebalancer l'influence de ses protecteurs et se distancier par rapport à ceux-ci. Le FUNCINPEC et le Parti Sam Rainsy (PSR) ont, quant à

---

4 000 en mars 1970. Mais comme ce dernier revendiquait également 4 000 combattants à la même époque, alors que la police de Lon Nol ne lui en attribuait que 2 400, ce chiffre est sans doute exagéré (*ibid*, pp. 38 et 157). En 1954 les combattants Issaraks étaient vraisemblablement au nombre de 4 000 ou 5 000. Harcelé par une répression incessante, logistiquement et idéologiquement dépendant du Parti communiste vietnamien, complètement ignorant de la réalité sociale des campagnes, le mouvement communiste cambodgien n'a dû son succès politique qu'à la seconde guerre d'Indochine et notamment à l'intervention américaine de 1969-1973.

[18] *Ibid*, p. 8.

[19] *Ibid*, pp. 159 et suiv.

[20] *Ibid*, pp. 11-12 et 58 et suiv.

eux, repris le flambeau de la xénophobie anti-*yuon* (Sauvages, i.e., en l'occurrence, Vietnamiens).

Néanmoins, les circonstances passablement troubles de la mise à sac de l'ambassade de Thaïlande, en janvier 2003, ont montré que la dénonciation du voisin de l'Ouest pouvait également fournir une ressource politique utile. Il est en outre probable que les relations privilégiées nouées avec Pékin servent à contrebalancer l'influence de Bangkok, autant que celle de Hanoi. *Le Cambodge a été, dans la longue durée, l'un des axes de pénétration de la Chine en Asie du Sud-Est et, depuis les années 1950, une pièce notable dans la partie qui l'a opposée à l'Union soviétique et au Vietnam. Or, cet aspect de l'insertion du royaume dans la région est certainement devenu aujourd'hui beaucoup plus crucial que ses relations avec ses deux voisins immédiats*, sur lesquelles l'on insiste généralement en arguant de l'ampleur des flux transfrontaliers formels ou informels, voire de la colonisation économique rampante dont seraient l'objet le Nord-Ouest et la région de Siem Reap (de la part de la Thaïlande) ou l'Est et le Sud-Ouest (de celle du Vietnam). *Encore faut-il bien faire la distinction entre la présence de la Chine continentale et celle des réseaux d'affaires de Hong Kong, de Taiwan, de Malaisie et de Singapour, ou encore le rôle des « Sino-khmers », très actifs au cœur des institutions et du système de partis, ainsi que dans l'interface entre l'élite politique et le secteur privé*.

Enfin, l'intensité des transformations économiques et sociales en Asie du Sud-Est, la suppression des quotas et l'entrée de la Chine dans l'OMC pèsent directement sur l'avenir du Cambodge en redéfinissant les avantages comparatifs qu'il peut (ou ne peut pas) proposer et en soumettant sa seule industrie, le textile, à une concurrence accrue[21].

5) *une longue guerre civile (1967-1999)*[22], dans le contexte international de la Guerre froide, puis de la chute de l'Empire soviétique, et de la rivalité sino-soviétique et sino-

[21] O. Cattaneo, S. Marniesse, *Le Cambodge, de l'ère des quotas textiles au libre-échange*, Paris, Agence française de développement, 2004 (Notes et documents, 8).

[22] Pol Pot et Ieng Sary prennent le maquis dès 1963 dans la région de Kompong Cham pour éviter d'être arrêtés ou tués. L'intensification de la répression sihanoukiste contre les anciens cadres Issaraks, à partir du déclenchement de la guerre du Vietnam, en 1965, contraint ceux-ci à entrer à nouveau dans la clandestinité. En 1967 le soulèvement paysan dans le district de Samlaut, dans le Nord-Ouest, semble avoir été largement spontané et encadré par de simples responsables communistes locaux. La direction du parti – pour l'essentiel Nuon Chea, Salot Sâr étant cantonné dans le Nord-Est – a tenté dans un premier temps de calmer le jeu en jugeant prématurée et vouée à l'échec l'insurrection. C'est bel et bien le caractère systématique de la répression sihanoukiste, puis l'intensification de la guerre au Sud-Vietnam, avec l'offensive du Tet, qui ont finalement

vietnamienne. La « libéralisation économique » et la « démocratisation » du Cambodge se confondent avec le processus de « sortie » de ce conflit dont elles sont concomitantes, et elles ont en quelque sorte véhiculé le dépassement de l'écheveau d'antagonismes entre les Etats-Unis, la Chine, l'URSS et le Vietnam qu'avait cristallisés le royaume depuis au moins les années 1960[23]. Il est peu de pays où la conjonction entre le paradigme libéral de la « réforme » et la recomposition globale du système international se soit avérée aussi claire et dramatique.

Reste que *la nature de cette guerre civile et du régime khmer rouge qui en est issu (1975-1979) continue de faire l'objet d'interprétations divergentes sous la plume des spécialistes*. Il est assez généralement admis que les conditions d'exercice du pouvoir (et donc du génocide) ont varié d'une région ou d'un lieu à l'autre, et dans chaque région ou localité, d'un moment à l'autre[24]. Les modalités d'évacuation de Phnom Penh, en avril 1975, différentes selon les quartiers de la capitale, ont d'emblée annoncé cette hétérogénéité, dans l'espace et le temps, du nouveau régime[25]. De ce fait ce dernier a connu tout à la fois une décentralisation notable et un processus récurrent de tentative de prise de contrôle des provinces par le centre pol potiste, à grand renfort de déplacements de populations et de purges sanglantes. La pondération entre la décentralisation verticale du système de pouvoir khmer rouge, son cloisonnement horizontal et sa centralisation coercitive demeure un sujet de débat[26]. La lutte factionnelle interne a été émaillée d'au moins deux tentatives de rébellion ou d'assassinats de Pol Pot, en 1976, et a pris la forme d'un combat fratricide entre cadres du Sud-Ouest et cadres du Nord-Ouest, puis de l'Est, qui a culminé en 1977-1978 avec des massacres de grande ampleur, l'entrée en dissidence des responsables menacés, et leur arrivée au pouvoir à Phnom Penh dans les fourgons de l'armée vietnamienne en janvier 1979. L'un des traits notables du régime khmer rouge a été son patrimonialisme : la plupart de ses responsables, à l'instar de « Ta » Mok dans le Sud-Ouest et des membres du gouvernement à Phnom Penh, ont exercé leur pouvoir en s'appuyant sur leur parentèle[27] – une tradition à laquelle sont restés fidèles les dirigeants actuels du PPC.

---

rendu inévitable, aux yeux de Nuon Chea, le passage à la lutte armée en janvier 1968. Voir S. Heder, *Cambodian Communism and the Vietnamese Model*, *op. cit.*, pp. 113 et suiv. et 121 et suiv.

[23] D. W. Roberts, *Political Transition in Cambodia. 1991-1999. Power, Elitism, and Democracy*, Richmond, Curzon, 2001.

[24] M. Vickery, *Cambodia*, *op. cit.*

[25] B. Kiernan, *The Pol Pot Regime*, *op. cit.*, pp. 53-54.

[26] Voir par exemple les interprétations différentes de S. Thion, de M. Vickery et de S. Heder, qui insistent sur la décentralisation, et de B. Kiernan, de J. Marston ou de A. Barnett, qui mettent l'accent sur la centralisation.

[27] B. Kiernan, *The Pol Pot Regime*, *op. cit.*, pp. 87, 91, 169, 327-328, 338, 437.

Le débat sur la signification sociale de la rébellion et du régime khmer rouge n'est pas clos. Les uns y voient une révolution paysanne, plutôt que communiste[28]. D'autres récusent complètement cette lecture et insistent sur l'orientation xénophobe, voire racialiste des Khmers rouges à l'encontre des minorités chinoise et cham : le régime se serait efforcé de construire un « Etat agraire quasi esclavagiste » (*indentured agrarian state*) reposant sur une « hiérarchie baroque de castes » allant des non-Khmers aux différentes catégories politiques du peuple khmer lui-même, selon le passé et l'origine sociale de leurs membres et de leurs parents ou proches que restituaient la « biographie » et les « aveux » obtenus, le cas échéant, par la torture, ou le simple témoignage du voisinage, ou encore la décision des responsables et des hommes en armes sur la base de tel ou tel indice ou de telle ou telle origine géographique[29] ; en 1978, la décision de faire porter aux déportés de l'Est, accusés d' « être khmers de corps, mais vietnamiens d'esprit », des tenues bleues, importées en masse de Chine, au lieu des habituelles tenues noires importées de Thaïlande depuis 1976, est alors interprétée comme une manifestation de la mise en place de ce nouveau système de castes[30].

6) *l'héritage colonial français*, dans la mesure où le positionnement régional et le mode de gouvernement du pays restent assez directement tributaires de l'épisode du protectorat et où l'imaginaire politique du royaume s'est largement cristallisé à cette époque[31]. Dans ses atours contemporains la monarchie khmère doit beaucoup à l'ingénierie coloniale de l' « invention de la tradition »[32], bien qu'elle lui ait évidemment préexisté. Il est par exemple révélateur que le palais royal de Phnom Penh ait été construit à l'époque du protectorat et que la sublimation de la civilisation angkorienne ait été le fait d'archéologues et d'administrateurs français, dans le cadre du contentieux territorial entre le Siam et le Cambodge. De ce point de vue, l'histoire du royaume est en tout point comparable aux trajectoires des monarchies javanaise, chérifienne ou indiennes : elle a impliqué une alchimie complexe entre des stratégies sociales (et des figures imaginaires du politique) dotées d'une historicité de longue durée propre, de la part des acteurs autochtones, et les nécessités de leur accommodement

[28] M. Vickery, *Cambodia*, *op. cit.*
[29] B. Kiernan, *The Pol Pot Regime*, *op. cit.*, pp. 164 et suiv., 210 et suiv., 186, 259, 427 et suiv., 460 et suiv., et chapitre VII..
[30] *Ibid*, pp. 405 et suiv.
[31] J. Tully, *France on the Mekong : a History of the Protectorate on the Mekong. 1863-1953*, Lanham, University Press of America, 2003.
[32] E. Hobsbawm, T. Ranger, eds., *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

avec la domination étrangère[33]. Il est dès lors vain d'opposer à la « modernité » venue de l'extérieur une « tradition » supposée atemporelle et autochtone. Dans les faits les deux dimensions, si tant est qu'on puisse les distinguer, ont été en osmose immédiate et paradoxale : les colonisateurs n'ont pas été les derniers des traditionalistes, ni les colonisés les derniers des modernisateurs.

Ces éléments sont en soi de nature à *relativiser l'explication culturaliste en termes de récurrence, dans la longue durée, d'une civilisation khmère censée déterminer des faits aussi disparates que la corruption, la monarchie, le mouvement des Khmers rouges, etc.* Le modèle « angkorien », invoqué à tort et à travers aussi bien par certains universitaires que par les opérateurs économiques ou politiques, n'a aucune pertinence – viendrait-il à l'idée que les problèmes d'adaptation de l'économie française à la globalisation procéderaient des apories du Moyen-Âge ou de la monarchie absolutiste ? – et fait partie du problème plutôt qu'il n'aide à l'élucider : pièce maîtresse de l' « invention de la tradition » khmère par le colonisateur français, il sous-tend aujourd'hui la logorrhée et l'ingénierie de la « transition » ou du « développement communautaire », tout comme il a été un répertoire idéologique privilégié de l'autoritarisme sihanoukiste dans les années 1950-1960 ou du mouvement khmer rouge dans les années 1970[34].

Du point de vue de la sociologie historique, sur laquelle repose la méthodologie de notre étude, le processus pluriséculaire de formation de l'Etat khmer ne se ramène nullement à la reproduction mécanique (ni à la simple décadence) du modèle « angkorien », lui-même

[33] Voir par exemple la démonstration de R. Bertrand au sujet de Java : *La Tradition parfaite. La noblesse de Java et la formation de l'Etat colonial. XVI°-XX° siècle*, Paris, Karthala, 2005.

[34] Sihanouk a justifié son coup de force de 1952 en s'inscrivant dans la continuité de « seize siècles de royauté qui ont donné au pays sa grandeur et au peuple la paix » (cité par D. P. Chandler, *The Tragedy of Cambodian History. Politics, War, and Revolution since 1945*, New Haven Yale University Press, 1991, p. 64) – et ce nonobstant la faiblesse et l'impopularité d'une monarchie inféodée à l'étranger depuis le XVII° siècle. Quant aux Khmers rouges, ils se sont efforcés de refonder au profit de l'*ângkar* – l' « Organisation » - un « mode de production asiatique » néo-angkorien reposant sur l'irrigation intensive qui, historiquement, n'avait jamais existé, mais dont la théorie a prévalu dans les milieux archéologiques jusque dans les années 1980 (M. Vickery, *Cambodia.*, *op. cit.*, pp. 286-287 ; B. Kiernan, *The Pol Pot Regime*, *op. cit.*, p. 8). L'on pense aujourd'hui qu'Angkor pratiquait une riziculture assez rudimentaire, extensive et saisonnière (voir D. Pillot, *L'Agriculture au Cambodge*, Paris, Karthala, sous presse). Le « retour » à une culture irriguée intensive et non saisonnière du riz a été un fantasme tragique dont l'impossible mise en œuvre a tenu lieu de politique économique de 1975 à 1978. Quoi qu'il en fût, les dirigeants khmers rouges ont pris pour argent comptant (si l'on peut dire à propos d'un régime qui a banni l'usage de la monnaie…) la synonymie coloniale entre le Cambodge et les ruines d'Angkor en déhistoricisant ces dernières et en les érigeant en mythe mobilisateur : « Si notre peuple a pu construire Angkor, il peut faire n'importe quoi », déclarait Pol Pot le 2 octobre 1977 (D. P. Chandler, « *Seing red* : perceptions of Cambodian history in Democratic Kampuchea » in D. P. Chandler, B. Kiernan, eds., *Revolution and its Aftermath in Kampuchea : Eight Essays*, New Haven, Yale University Southeast Asia Studies, 1983, multigr., pp. 43-45.

irréductible au mythe du « despotisme oriental » dans la mesure où le pouvoir royal semble y avoir reposé sur une combinaison d'attraction rituelle, de rapports familiaux et de relations de patronage politique plutôt que sur l'exercice univoque de la coercition. Comme pour le reste des autres pays de l'Asie du Sud-Est continentale, la trajectoire de l'Etat au Cambodge n'est pas sans évoquer celle qui a prévalu en Europe ou au Japon, même si, en l'occurrence, le royaume a connu une période de déclin à la fin du XVI° siècle et n'a sans doute échappé au dépeçage par ses voisins vietnamien et siamois que grâce à l'établissement du protectorat français. Les péripéties de l'époque contemporaine doivent être resituées à la lumière de cette histoire sociale, économique et politique de formation endogène de l'Etat, au lieu d'être ramenée à la rémanence d'une culture atemporelle ou à la surdétermination des effets de dépendance par rapport à l'économie-monde capitaliste[35].

Une « situation thermidorienne »

Pour ce qui a plus directement trait à notre objet, l'enchaînement du protectorat français, de la mobilisation nationaliste, de l'autoritarisme sihanoukiste puis lon noliste, du régime khmer rouge et de son surgeon hun senien suffit, en tant que séquence contingente, à rendre compte de l'essentiel du système de gouvernement et de régulation économique dans le Cambodge immédiatement contemporain. *Le moment le plus structurant semble être la « transition » des années 1990, sous le couvert des accords de Paris et de l'intervention des Nations unies. S'est alors nouée une configuration singulière, reposant sur la captation de la pacification du pays et de sa « démocratisation » en trompe l'œil par les néo-communistes de Hun Sen et sur un processus d'accaparement économique par une élite restreinte qui lui est directement rattachée. Mais aussi bien la spécificité que l'exemplarité de la situation cambodgienne tiennent à l'articulation de ce processus classique de centralisation et de domination politiques à l'ingénierie internationale et onusienne du peace keeping, d'une part,*

[35] Cf par exemple V. Lieberman, *Strange Parallels. Southeast Asia in Global Context, c. 1800-1830*, volume 1 : *Integration on the Mainland*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, qui insiste sur la variation entre ce type de trajectoire de l'Etat et celle qui a prévalu dans l'Asie du Sud-Est archipélagique ou en Asie du Sud et qui nuance la thèse de Anthony Reid in *Southeast Asia in the Age of Commerce. 1450-1680*, New Haven, Yale University Press, 2 volumes, 1988 et 1993. De son côté, T. Day prétend affiner l'interprétation weberienne de la formation de l'Etat en Asie du Sud-Est en y réintroduisant la dimension culturelle et l'influence des relations transculturelles et en récusant l'usage du concept d'absolutisme : il n'est pas d'Etat « authentiquement » asiatique, et son « hybridité » est garante de son « incongruité » (*Fluid Iron. State-Formation in Southeast Asia*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2002). R. Bertrand, s'appuyant sur S. Thierry, *Les Khmers* (Paris, Kailash, 2003) et sur C. Higham, *Early Cultures of Mainland Southeast Asia* (Bangkok, River Books, 2002), suggère, quant à lui, que le Cambodge n'existait pas comme lieu étatique autonome aux VIII°-XVII° siècle et que sa structuration consistait pour l'essentiel en des ordres politiques sanskritisés irradiant tantôt vers l'Ouest, tantôt vers le Sud-Est : avant le XIX° siècle, le recours au concept d'Etat cambodgien serait anachronique.

et à la libéralisation forcenée de l'économie selon les canons du néo-libéralisme, de l'autre. Il en résulte une économie politique reposant sur le principe de la concession dont les détenteurs du pouvoir, mais aussi les Etats voisins et les organisations non gouvernementales présentes dans le pays sont, dans des proportions diverses, les grands bénéficiaires.

Ainsi appréhendée, *la situation cambodgienne est de type « thermidorien ». Elle consiste en la professionnalisation en classe politique d'une partie de l'élite révolutionnaire qui s'est emparée du pouvoir par la violence et l'instrumentalise désormais pour accumuler des richesses ou des moyens de production sous couvert de « libéralisation » et de « modération »*[36]. Le concept de « situation thermidorienne» est un modèle qui ne doit pas prêter à confusion. Il ne s'agit naturellement pas de l'interpréter au premier degré en vue d'établir un rapprochement spécieux avec la Révolution française pour, par exemple, pronostiquer la survenue d'un Brumaire. L'intérêt du concept est de mettre l'accent sur un mode particulier de centralisation politique, de chevauchement des positions de pouvoir et des positions d'accumulation économique et *in fine* de constitution d'une classe dominante, afin d'ouvrir des comparaisons avec d'autres situations postrévolutionnaires contemporaines, en particulier en Russie, en Chine, en Iran, au Vietnam, voire avec certaines situations autoritaires nationalistes où l'élite issue de la lutte de libération s'est pareillement transmuée en classe politique professionnelle, tenante de l'Etat et de l'économie, comme en Algérie, en Tunisie, en Egypte, en Indonésie.

Pour autant le modèle thermidorien ne doit pas araser le relief de l'historicité de la situation cambodgienne. Celle-ci tient peut-être à la « culture » - c'est-à-dire aux répertoires culturels de l'action politique ou économique, à commencer par celui de la monarchie[37] -, à la trajectoire de l'Etat dans la longue durée, en butte aux ambitions croisées du Vietnam et de la Thaïlande[38], aux différents autres paramètres que nous avons précédemment évoqués, mais

[36] Dans son article sur les « thermidoriens », Bronislaw Baczko souligne combien ceux-ci « se sont identifiés à une représentation de la politique comme activité professionnelle spécifique au service de l'Etat » et fondent « un nouveau type social, celui du révolutionnaire dont la carrière se prolonge, au-delà des vicissitudes des régimes, par le service de l'Etat et la fonctionnarisation » (in F. Furet, M. Ozouf, dir., *Dictionnaire critique de la Révolution française. Acteurs*, Paris, Flammarion, 1992, collec. « Champs », pp. 457-458.) Mais par ailleurs ces professionnels de la politique et du service de l'Etat ont poursuivi des stratégies familiales d'accumulation, en particulier dans les provinces (L. Hunt, *Politics, Culture, and Class in the French Revolution*, Berkeley, University of California Press, 1984).

[37] Sur la nécessité de penser la dimension culturelle de l'action politique ou économique en termes de « répertoires » tout en évitant le piège du culturalisme, cf J.-F. Bayart, *L'Illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.

[38] Selon la métaphore de V. Lieberman, *Strange Parallels*, *op. cit.*, p. 283.

aussi et surtout à trois facteurs qui lui confèrent son originalité par rapport aux autres situations thermidoriennes :

1) ***La classe politique thermidorienne, néo-communiste, procède d'une matrice communiste et nationaliste indochinoise avec laquelle elle entretient une relation simultanément organique et conflictuelle depuis les années 1930.*** Au-delà de son rapport privilégié au Vietnam, et parallèlement aux relations qu'elle a eues avec les militants révolutionnaires thaïlandais dans les années 1940-1960, elle est également tributaire du champ communiste régional au sein duquel elle occupe une position similaire de dépendance politique par rapport à la Chine et, dans une moindre mesure, à la Corée du Nord.

Dans les faits les lignes de fracture n'ont pas manqué, notamment entre Khmers rouges et élites de l'ancien régime, puis entre « Khmers Hanoi » et Khmers rouges farouchement anti-vietnamiens. Ces derniers ont imposé au Vietnam du Nord la reprise de la lutte armée en 1967-1968, ont purgé dès 1970-1971 le millier de cadres revenus du Vietnam pour gagner les maquis et ont tenté de reconquérir la Cochinchine – le Kampuchéa Krom - à la faveur de l'effondrement du régime de Saigon, en 1975, puis au prix d'une confrontation militaire désastreuse avec le Vietnam réunifié[39]. En 1967 Ieng Sary affirmait sans ambages que « nous n'appartenons pas à l'ensemble communément accepté de l'Indochine communiste »[40]. De leur côté, les communistes vietnamiens, Ho Chi Minh le premier, étaient assez sceptiques sur le potentiel révolutionnaire du Cambodge et du Laos. Ce fut le Komintern qui leur imposa la création d'un Parti communiste d'Indochine en 1930, sur le modèle staliniste d'une Indochine impériale et multiethnique où les Vietnamiens étaient voués à occuper la place des Russes au sein de l'URSS. Dans les faits les Vietnamiens privilégièrent les intérêts politiques et stratégiques de leur propre lutte de libération par rapport à toute conception internationaliste de la Révolution à l'échelle indochinoise, et ce singulièrement vis-à-vis du Cambodge : ils firent cavaliers seuls lors de la Conférence de Genève, en 1954, se satisfirent du neutralisme de Sihanouk et désapprouvèrent l'aventurisme de Nuon Chea et de Pol Pot qui reprochaient à la politique étrangère du roi de « nous couper l'herbe sous les pieds » et entendait déstabiliser le pays pour déclencher par les armes la Révolution[41] .

[39] B. Kiernan, *How Pol Pot Came to Power*, *op. cit.*, p. 414 ;
[40] Cité par M. Vickery, *Cambodia. 1975-1982*, *op. cit.*, p. 308.
[41] B. Kiernan, *How Pol Pot Came to Power*, *op. cit.*, pp. 221 et suiv et 281 ; G. Porter, "Vietnamese communist policy toward Kampuchea, 1930-1970" in D. P. Chandler, B. Kiernan, eds., *Revolution and its Aftermath in Kampuchea*, *op. cit.*, pp. 57-98 ; S. Heder, *Cambodian Communism and the Vietnamese Model*, *passim*.

Il n'empêche que l'autodissolution du Parti communiste d'Indochine, en 1951, en faveur de mouvements communistes nationaux n'a pas mis fin aux interactions régionales, fussent-elles conflictuelles. Les quelque 190 communistes khmers qui se sont exilés au Vietnam du Nord après 1954 pour fuir la répression sihanoukiste y ont poursuivi leur formation politique et y ont occupé jusqu'au début des années 1970 des postes de responsabilité, à l'image de leurs prédécesseurs européens dans l'Union soviétique des années 1920[42]. Au Cambodge même, nous l'avons vu, le rayonnement du modèle doctrinal et organisationnel vietnamien est resté prédominant, nonobstant les divergences tactiques ou stratégiques entre les responsables communistes khmers et Hanoi[43]. Les futurs dirigeants du régime post-khmer rouge, comme Heng Samrin, Chea Sim et même peut-être Hun Sen, ont rejoint l'insurrection dès 1967[44], avant de s'allier aux Vietnamiens, en 1977-1978, pour éviter d'être liquidés et pour s'emparer du pouvoir à Phnom Penh.

Le régime issu de l'invasion vietnamienne a dès lors véhiculé un triple processus d'arbitrage et de compromis conflictuels entre : a) les « Khmers Hanoi », dont les deux principaux leaders, Pen Sovan et Ros Samay, ont été paradoxalement purgés par les Vietnamiens eux-mêmes pour avoir fait preuve d'un excès d'autonomie à leur encontre et dont l'influence a définitivement décliné à partir de 1984[45] ; b) les cadres khmers rouges de la Zone Est, entrés en dissidence en 1977-1978 et alliés aux Vietnamiens, qui assurent leur prééminence avec la nomination de Hun Sen comme Premier ministre en 1985[46] ; c) les cadres khmers rouges restés fidèles jusqu'au bout à Pol Pot, mais recyclés dans les nouvelles structures de pouvoir, notamment à l'échelle locale, après leur « rééducation politique » ou tout simplement leur reconduction à des postes de responsabilité villageoise dans la confusion

---

Sihanouk commit l'erreur de croire que les Vietnamiens soutenaient la rébellion khmère et ignorait tout de l'appui que lui apportait Pékin.

[42] B. Kiernan, *How Pol Pot Came to Power*, *op. cit.*, pp. 178 et suiv.

[43] S. Heder, *Cambodian Communism and the Vietnamese Model*, *op. cit.*

[44] B. Kiernan, *How Pol Pot Came to Power*, *op. cit.*, pp. 254 et 258. B. Kiernan s'appuie sur un entretien qu'il a eu avec Hun Sen, le 21 octobre 1980, pour affirmer que ce dernier, encore jeune étudiant, aurait lui aussi quitté la capitale à cette époque pour échapper à la police de Lon Nol et aurait gagné les rangs de l'insurrection communiste dans la région de Memut (*ibid*, p. 254 et p. 289, note 30). D'autres spécialistes doutent de cette chronologie et pensent que Hun Sen n'a rejoint la lutte armée qu'au début des années 1970.

[45] Sur les relations entre le Vietnam et les autorités du régime issu de leur intervention militaire, cf E. Gottesman, *Cambodia After the Khmer Rouge*, *op. cit.*, notamment le chapitre V et pp. 212 et suiv.

[46] Sur les tensions entre ces deux groupes, cf E. Gottesman, *Cambodia After the Khmer Rouge*, *op. cit.*, pp. 66 et suiv. et 212 et suiv.

de l'immédiat après-guerre[47]. Dans le même temps les Vietnamiens et leurs alliés communistes cambodgiens ont toléré, et parfois eux-mêmes promu, la cooptation d'anciens cadres sihanoukistes ou lon nolistes pour ne pas encourir le mécontentement des paysans ou par manque de compétences disponibles[48].

En outre, les accords de Paris de 1991, la formation d'une Grande coalition entre le PPC et le FUNCINPEC à la suite des élections de 1993, la cooptation par le régime de Ieng Sary en 1996 et de Khieu Samphan et Nuon Chea en 1999, la création d'un Sénat, en novembre 1998, en dehors du cadre institutionnel prévu par les accords de Paris, mais propice à l'élargissement du cercle oligarchique de patronage ont consacré cette continuité thermidorienne indochinoise par assimilation réciproque des élites communistes et nationalistes ou néo-monarchistes, sous la houlette des légataires universels des « Khmers Hanoi ». Depuis vingt-cinq ans les faux-semblants de la traduction en justice des responsables khmers rouges sont en partie l'expression de cette ambivalence thermidorienne de la trajectoire cambodgienne, tout comme l'a été le recours au modèle vietnamien du recyclage des vaincus grâce à leur « rééducation politique », après 1979[49]. Même le pouvoir khmer rouge n'a pas autant rompu avec les élites de l'ancien régime que ne le donne à penser l'ampleur des massacres qu'il a commis : ici et là – et notamment dans le Sud-Ouest, assez curieusement puisqu'il s'agissait de la région « pol potiste par excellence »[50] - il a pu maintenir à des postes subalternes des cadres lon nolistes ou sihanoukistes[51], et après sa défaite il s'est même allié à ces derniers pour combattre les Vietnamiens, de 1979 aux accords de Paris de 1991. Le parcours de Keat Chhon, l'actuel ministre des Finances, après avoir été membre de différents gouvernements à l'époque de Sihanouk et de Lon Nol, puis conseiller de Pol Pot, est emblématique.

---

[47] E. Gottesman, *Cambodia After the Khmer Rouge*, *op. cit.*, pp. 49, 53, 58, 66 et suiv., 75 ; M. Vickery, *Cambodia*, *op. cit.*, pp. 233-234 ; S. R. Heder, *Kampuchean Occupation and Resistance*, Bangkok, Chulalongkorn University, Institute of Asian Studies, 1980, pp. 20 et suiv. ; J. Ledgerwood, J. Vijghen, "Decision-making in rural Khmer villages" in J. Ledgerwood, ed., *Cambodia Emerges from the Past : Eight Essays*, DeKalb, Northern Illinois University, 2002, chapitre V (et notamment pp. 119 et suiv.) ; S. Heder, "Hun Sen and genocide trials in Cambodia : international impacts, impunity, and justice", *ibid*, pp. 186 et suiv. ; F. Luco, *Entre le tigre et le crocodile*, *op. cit.*, pp. 122 et suiv. et 174 et suiv.

[48] E. Gottesman, *Cambodia After the Khmer Rouge*, *op. cit.*, pp. 55-56, 58, 66 et suiv.

[49] S. Heder, "Hun Sen and genocide trials in Cambodia : international impacts, impunity, and justice" in J. Ledgerwood, ed., *Cambodia Emerges from the Past : Eight Essays*, *op. cit.*, pp. 176-223 ; E. Gottesman, *Cambodia After the Khmer Rouge*, *op. cit.*, pp. 225 et suiv.

[50] B. Kiernan, *The Pol Pot Regime*, *op. cit.*, p. 93.

[51] M. Vickery, *Cambodia*, *op. cit.*, p. 93, pp. 105 et suiv. et p. 154. C'est dans le Nord-Ouest que l'extermination des cadres de l'ancien régime a été la plus systématique, vraisemblablement parce que les Khmers rouges y étaient moins bien implantés et que la région a été la dernière à leur opposer une résistance.

En bref, *il n'est pas question de postuler une trajectoire « thermidorienne » linéaire. Dans les faits, les conflits fratricides, les divisions factionnelles au sein de chacun des partis, les incertitudes de la lutte politique et parfois le chaos pur et simple en ont brouillé la cohérence, outre que la classe dirigeante s'est largement renouvelée, ne serait-ce que pour des raisons biologiques, et que la moitié de la population est trop jeune pour avoir vécu l'époque khmère rouge. Il s'agit plutôt de repérer, dans les termes d'une sociologie historique de l'Etat, une logique d' « assimilation réciproque des segments de l'élite » sous-jacente à la formation d'une classe dominante*[52]. La manifestation grotesque, et coûteuse, de cette logique est la formation, en 2004, d'un gouvernement de coalition bipartisane ne comprenant pas moins d'un Premier ministre, 7 vice-premiers ministres, 15 ministres d'Etat, 28 ministres, 135 secrétaires d'Etat et 146 sous-secrétaires d'Etat, dont les salaires et les crédits de fonctionnement s'élèvent à 6 millions de $, soit près de 1 % du budget de l'Etat[53].

2) ***La classe politique thermidorienne néo-communiste s'est affirmée, en termes de pouvoir et d'accumulation, à travers une supervision et une légitimation des Nations unies et des bailleurs de fonds, tant multilatéraux que bilatéraux, et sous le couvert d'un partenariat massif avec la « société civile internationale ».*** Le royaume a été un enjeu majeur des conflits croisés qui ont opposé les Etats-Unis, la Chine, l'URSS et le Vietnam tout au long de la Guerre froide, et, par voie de conséquence, un champ de leur rapprochement relatif lorsque a prévalu la recherche d'un « nouvel ordre mondial », après la chute de l'Empire soviétique. Cette dimension internationale - qui a été à l'origine de la guerre civile, en a défini quelques-unes des données essentielles sur le terrain et en a retardé la fin en faisant capoter les tentatives de rapprochement entre Sihanouk et Hun Sen en 1987-1989 - a également fixé les paramètres du retour à la paix. Les accords de Paris, en occultant le génocide, ont légitimé la réintégration dans le jeu politique des Khmers rouges, non sans disculper leurs alliés chinois, américains et thaïlandais de toute responsabilité. L'UNTAC les a ensuite laissés en possession de leur armement et les a conduits à se retirer de l'accord en s'avérant incapable d'obtenir dans les faits une dissociation de l'administration publique, notamment territoriale, et des structures d'encadrement politique du PPC qui seule eût été garante de leur sécurité. Les Nations unies et l'ensemble des bailleurs de fonds ont également cautionné les coups de

[52] Selon un éclairage gramscien qui s'est par exemple avéré utile pour la problématisation du changement politique en Afrique subsaharienne (J.-F. Bayart, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989). Dans l'un de ses derniers articles, encore inédit, Steve Heder insiste néanmoins, pour sa part, sur la discontinuité de la classe politique et n'adhérerait donc sans doute pas à cette lecture « thermidorienne ».
[53] « COMFREL : new gov't to cost US $ 6 Million more », *Cambodia Daily*, 22 juillet 2004.

force successifs du PPC à l'encontre du FUNCINPEC, en 1993 et en 1997, et la violence électorale récurrente qui a entaché les différents scrutins[54]. L'impuissance de l'UNTAC à prendre le contrôle du ministère de l'Intérieur, faute de cadres khmérisants, et à obtenir un minimum de respect des droits de l'Homme dans les campagnes et des poursuites judiciaires à l'encontre des réseaux du PPC qui les avaient systématiquement violés tout au long du processus électoral de 1992-1993 a été particulièrement accablante. En définitive, l'on a pu parler de l' « incongruité de l'accord de Paris par rapport aux réalités cambodgiennes »[55], que caractérisait une domination incontestée du PPC sur le terrain, singulièrement à l'échelle locale et sur le plan militaire.

Le Premier ministre Hun Sen avait tout à perdre d'une application scrupuleuse de l'accord, mais en ayant les moyens concrets de tout gagner en le contournant. Son habileté aura été de s'y employer en alternant le recours à la coercition et l'usage de la cooptation, n'hésitant pas à faire financer en sous-main la campagne électorale de certains des candidats du FUNCINPEC en 2003 pour disloquer l'Alliance des démocrates que celui-ci avait conclue avec le Parti Sam Rainsy (PSR)[56]. Il est vrai que les meurtres politiques ont sensiblement diminué lors des derniers scrutins, sans pour autant disparaître comme l'ont rappelé les assassinats successifs de personnalités sympathisantes du FUNCINPEC en 2003 et de deux leaders syndicaux proches du PSR en 2004, voire les menaces de mort contre Chea Sim, le 13 juillet, pour le contraindre à s'exiler momentanément en Thaïlande et ne pas s'opposer à l'accord de coalition entre le PPC et le FUNCINPEC. Mais, dans les campagnes, le recul de la violence physique est allé de pair avec une intensification des intimidations de « basse intensité » et des pressions économiques[57]. Et les élections locales, qui ont vu une victoire massive du PPC, se sont déroulées en dehors de tout *monitoring* international.

---

[54] D. W. Roberts, *Political Transition in Cambodia*, *op. cit.* ; J. Ledgerwood, "Patterns of CPP political repression and violence during the UNTAC period" in S. Heder, J. Ledgerwood, eds., *Propaganda, Politics, and Violence in Cambodia. Democratic Transition under the United Nations Peace-Keeping*, ; S. Heder, « Political theater in Cambodia : state, democracy, conciliation », *Conference on Theatre Politics in Asia and Africa, II : Contestation, Collusion, and Control*, Londres, SOAS, mai 2004, multigr., *passim*. Il est à noter que la Commission internationale de contrôle de la Conférence de Genève avaient pareillement failli dans sa tâche de *monitoring* électoral en 1955 (B. Kiernan, *How Pol Pot Came to Power*, *op. cit.*, p. 162 ; S. Heder, *Cambodian Communism and the Vietnamese Model*, *op. cit.*, p. 43).

[55] D. W. Roberts, *Political Transition in Cambodia*, *op. cit.*, p. 148. Sur la faiblesse de l'implantation du FUNCINPEC au niveau local, voir également les pp. 122 et suiv.

[56] Les meilleures analyses de cette démocratisation en trompe l'œil sont celles de Steve Heder, parfois encore sous presse.

[57] S. Heder, « Political theatre in Cambodia », art. cité, p. 34. Il est néanmoins à noter que les résultats des élections de 2003 seraient représentatifs des préférences des électeurs, telles qu'elles ont été recueillies par les sondages (International Republic Institute, « Poll results », 12 mars 2003.)

En sauvant les apparences du multipartisme et de la réconciliation Hun Sen a préservé la face des puissances garantes des accords de Paris qui avaient elles-mêmes beaucoup de raisons politiques, économiques et financières de se contenter de ces faux-semblants et de se faire oublier. Il a surfé sur le remords et le souci d'omission de la « communauté internationale », en sachant la flatter dans le sens du poil libéral, pour mieux asseoir une prééminence sans partage, autre que symbolique et prébendier, de son pouvoir. Dans ces conditions les organisations non gouvernementales de la « société civile internationale » qui se sont implantées en masse au Cambodge à la faveur de la reconstruction des années 1990 et sont devenues des rouages essentiels du gouvernement du pays sont condamnées à être les simples « compagnes de route » du régime, selon la formule cruelle de Steve Heder[58].

3) ***L'accumulation de la classe politique thermidorienne s'effectue par le biais d'une libéralisation et d'une dérégulation radicales, et sous la forme de la « privatisation de l'Etat »[59], dans un contexte de vulnérabilité et de dépendance économiques extrêmes, tant à l'échelle globale qu'à celle de la région.*** Elle repose sur une aide publique au développement massive dont le pays est de plus en plus tributaire, sur l'association organique des organisations non gouvernementales aux tâches d'administration, sur la sous-traitance industrielle dans le secteur du textile, sur une contrebande, une fraude douanière et une prédation systémiques, et surtout sur la mise en concession généralisée de l'économie nationale qui s'est érigée en véritable mode de gouvernement. Dans le même temps elle revêt une configuration de plus en plus clairement patrimoniale par le rôle dévolu à la parentèle des dirigeants, par l'intéressement systématique de ces derniers aux conglomérats bénéficiaires des concessions – tels que la Pheapimex-Fu Chan C°, le KT Pacific Group, le groupe Mong Reuthy, le Royal Group, les sociétés Anco Brothers et AZ Distribution, la Canadia Bank, la Hero King C° ou la Sokimex - par le truchement de nombreuses alliances matrimoniales entre les rejetons du Premier ministre Hun Sen, du ministre d'Etat à la présidence du Conseil des ministres Sok An, du chef de la police Hok Lundy et des principaux responsables militaires, ou entre les enfants de l'élite politico-militaire et ceux des tycoons concessionnaires, possesseurs du titre notabiliaire d'*oknha*[60]. Ces derniers, au demeurant, sont des pièces cruciales dans les rouages de la cooptation politique et ont largement financé l'arrimage du

[58] Sources : entretiens, Phnom Penh, octobre 2004.
[59] B. Hibou, *La Privatisation des Etats*, Paris, Karthala, 1999.
[60] Sources : entretiens, Phnom Penh, octobre 2004 ; « Securing allegiance », *Cambodia Daily*, 17-18 janvier 2004 ; Global Witness, *Taking a Cut : Institutionalised Corruption and Illegal Logging in Cambodia's Aural Wildlife Sanctuary*, Londres, novembre 2004. Les épouses de Hun Sen et de Hok Lundy semblent occuper une place cruciale dans l'articulation de l'élite politique à l'oligarchie des *oknha*.

FUNCINPEC au pouvoir du Premier ministre, en même temps qu'ils lui ont donné les moyens de supplanter son principal rival au sein du PPC, Chea Sim. Ainsi, Ly Yong Phat, le directeur général de Hero King, se serait directement (et financièrement) impliqué dans les négociations entre le Premier ministre et le prince Ranariddh, à Bangkok, en mars 2004, avec le concours du ministre thaïlandais de la Défense, le général Chavalit[61].

Les premières années et même les tout premiers mois de l'occupation vietnamienne ont permis aux autorités du régime et aux responsables locaux ou administratifs qu'elles cooptaient de faire main basse sur des biens, notamment immobiliers, ou sur des activités économiques dont l'importance stratégique, dans le processus de formation d'une classe dominante, s'avérera à terme décisive[62]. Mais, de ce point de vue de l'accumulation, le moment thermidorien clef est survenu entre 1985-1988 – début de la libéralisation progressive de l'économie socialiste instaurée par les Vietnamiens, de la décollectivatisation de la terre et de la reprise du commerce tenu par des marchands chinois[63] – et 1997-1998, lorsque le FUNCINPEC a été écrasé militairement, puis électoralement, laissant le champ libre au PPC, et en premier lieu à son leader[64]. Dès la fin des années 1980 la transformation du socialisme en « capitalisme autoritaire de 'copains et de coquins' » (*authoritarian crony capitalism*) était consommée[65] . La signature des accords de Paris rendait en outre urgente la translation de la propriété publique aux membres de la nomenklatura du PPC ou à leurs hommes de paille, sur le modèle de ce qui se produisait à la même époque en Pologne ou en Russie. Les changements de la législation, le rétablissement de la propriété privée de la terre, l'aide internationale massive, l'arrivée d'investisseurs étrangers et en particulier chinois et sud-est asiatiques, les désordres de la guerre civile et l'opération de l'ONU ont ouvert une formidable fenêtre d'opportunité à la clique du Premier ministre, affranchi de ses rivaux depuis l'échec de la tentative de coup d'Etat de Chea Sim et le renvoi de Sam Rainsy du ministère des Finances

[61] Source : entretien, Phnom Penh, octobre 2004.
[62] E. Gottesman, *Cambodia After the Khmer Rouge*, *op. cit.*, pp. 39-40, 87-88, 99-100, 156 et suiv. Les origines de la principauté économique de Hun Sen dans le Kampong Cham remontent à 1982, lorsque les Vietnamiens lui ont confié la supervision de la province et qu'il y a pris le contrôle des bureaucraties en charge de son développement, en s'appuyant sur le gouverneur de Svay Rieng, Hok Lundy (*ibid*, pp. 333-334).
[63] La combinatoire entre la libéralisation économique de fait et l'accumulation thermidorienne s'est enclenchée à Phnom Penh dès 1983-1984, sous l'action de son maire, Kaev Chenda (E. Gottesman, *Cambodia After the Khmer Rouge*, *op. cit.*, pp. 196 et suiv.) L'aménagement d'un no man's land – le K 5 - à la frontière thaïlandaise, en 1984-1985, a été un autre moment fondateur de la privatisation de l'économie et de l'Etat (*ibid*, pp. 231-233). A partir de 1988 Hun Sen engage une réforme générale de l'économie qui permet à la nomenklatura communiste de s'enrichir, de s'accaparer les ressources du pays et de se poser en partenaire obligée des investisseurs étrangers (*ibid*, chapitres XII et XIV).
[64] Sources : outre les travaux de S. Heder et les études de Global Witness sur les concessions forestières, nombreux entretiens à Phnom Penh, octobre 2004.
[65] S. Heder, "Political theatre in Cambodia", art. cité, p. 17-18.

en 1994. L'emprise de Hun Sen sur l'économie n'a cessé de s'étendre et de se consolider depuis cette période, notamment à la faveur de la crise politique de 2003-2004 qui lui a laissé les mains libres pendant de précieux mois. Néanmoins le tournant décisif remonte bien aux années 1985-1998.

Ce processus de formation d'une classe dominante thermidorienne, sous couvert d'un libéralisme économique et d'une prédation débridés, s'accompagne d'une polarisation sociale apparemment croissante, et notamment d'un dualisme monétaire (entre le dollar américain et le ryel, dont l'usage est réservé aux petites gens des villes et aux campagnes), d'une augmentation du nombre des paysans sans terre (estimé à un million, soit de 12 à 16% des familles rurales), des travailleuses sexuelles (estimées à quelque 100 000), des enfants des rues (13 000), ainsi que d'une dégradation générale des indicateurs sociaux et de la situation sanitaire[66].

Elle se traduit aussi par la marchandisation : a) du patrimoine archéologique du pays, donné (ou pris) en concession par la Sokimex, par des généraux ou par des hommes politiques ; b) de l'éducation (le ministre d'Etat Sok An en est le principal opérateur, en tant que dispensateur des licences aux établissements privés, et la prévarication a cours dans l'enseignement public) ; c) de l'administration et de la Justice, par le biais de la « corruption » des fonctionnaires et des magistrats.

La vie politique elle-même n'échappe pas à cette évolution. Si l'on en croit des rumeurs insistantes et apparemment bien informées, le prince Ranariddh aurait vendu 30 millions de $ son ralliement à la coalition PPC-FUNCINPEC en mars 2004, et les notables de ce dernier parti auraient acheté les postes ministériels qui lui étaient réservés par l'accord pour des sommes allant d'un million de $ à 10 000 $, en fonction de leur importance[67]. Pareillement, un siège de sénateur est estimé à 100 000 $[68] . Et le compromis entre Hun Sen et le prince Ranariddh, en 2004, se serait conclu sur la base d'un partage 60/40 % des commissions sur les contrats publics entre le PPC et le FUNCINPEC, le Parti Sam Rainsy

[66] S. de Dianous, « Les damnés de la terre du Cambodge », *Le Monde diplomatique*, septembre 2004, p. 21 ; Nations unies, Haut Commissariat pour les droits de l'Homme, *Land Concessions of Economic Purposes in Cambodia , a Human Rights Perspective*, Phnom Penh, novembre 2004 ; PNUD, *The Macroeconomics of Poverty Reduction in Cambodia*, 2004 ; C. Hughes, T. Conway, *Understanding Pro-Poor Political Change : the Policy Process. Cambodia and Vietnam*, Londres, Overseas Development Institute, 2003.
[67] Sources : entretiens, Phnom Penh, octobre 2004.
[68] D. W. Roberts, *Political Transition in Cambodia*, *op. cit.*, p. 197.

étant exclu de cette répartition[69]. *In fine* la marchandisation de la vie politique et la mise en concession généralisée du pays englobent l'exercice de la violence supposée légitime, dont l'Etat n'est de toute façon plus le dépositaire depuis de longues décennies, si tant est qu'il l'ait jamais été dans le royaume, et dont la pratique est un mode de régulation du marché, en particulier en matière d'appropriation ou d'exploitation foncières, dans le secteur forestier, dans la prédation des réserves naturelles, dans l'industrie du sexe et du textile, dans le domaine de la privatisation de la sécurité publique[70] - ou encore un mode de résolution des conflits d'ordre personnel au sommet du régime[71].

C'est bien cette combinaison de traits, beaucoup plus que l'ombre énigmatique du modèle angkorien, qui fait la singularité du cas cambodgien. Mais cette exceptionnalité peut elle-même être riche d'enseignements potentiels pour d'autres situations thermidoriennes à venir, notamment à Cuba. En outre elle ne contredit pas la signification essentielle de l'ideal-type : une fraction de l'élite révolutionnaire communiste est parvenue à reproduire son ascendant au prix de différentes scissions et purges qui ont donné lieu à une guerre civile et ont même débouché sur un conflit interétatique avec le Vietnam ; elle tend aujourd'hui à se constituer en classe dominante en s'accaparant les moyens de production ou d'échange et en consolidant son unité par le truchement d'alliances matrimoniales ; en dépit de ses contradictions internes sanglantes, elle est également parvenue à garantir sa continuité en maintenant ou en réintégrant dans l'appareil gouvernemental, l'institution militaire ou l'administration locale une partie notable de l'encadrement khmer rouge, dont elle est elle-même issue, et en acceptant la cooptation des nationalistes et des néo-monarchistes, associés de manière de plus en plus formelle et subordonnée à l'exercice et aux fruits du pouvoir.

Quels enseignements pour les bailleurs de fonds ?

Le discours pour ainsi dire unanime sur la généralisation de la « corruption » et l'ampleur de la « mauvaise gouvernance » au Cambodge atteste sans aucun doute la réalité

[69] Source : entretien, Phnom Penh, octobre 2004.
[70] Sources : entretiens, Phnom Penh, octobre 2004 ; C. Hughes, "Dare to say, dare to do : the strongman in business in 1990s Cambodia", *Asian Perspective*, 24 (2), 2000, pp. 121-151.
[71] A. Louyot, "Révélations sur un crime d'Etat", *L'Express*, 7 octobre 1999.

des phénomènes que l'on désigne de la sorte[72]. Néanmoins il constitue en lui-même un fait social qui mérite d'être analysé pour ses propres effets performatifs. Il contribue notamment à oblitérer la signification sociale d'une économie politique particulière, ainsi que les modalités historiques de son émergence et ses contradictions ou ses paradoxes. La dérive économique et financière du régime sihanoukiste à la fin des années 1960[73], l'accaparement de l'aide américaine par les dirigeants du régime Lon Nol en 1970-1975[74], la mainmise sur ce qui restait de l'économie cambodgienne en janvier 1979 et la captation de la libéralisation économique de 1988 par la nomenklatura néo-communiste[75] ont été des précédents dont il convient de ne pas sous-estimer l'importance. Surtout le mandat des Nations unies, le déploiement des troupes de l'UNTAC et leur comportement économique, l'aide financière massive qui a été déversée sur le pays dans les années 1990 et jusqu'à aujourd'hui ont généralisé la spéculation et la prédation. C'est bel et bien dans ce cadre politique et juridique que la libéralisation économique a consisté en un énorme transfert de la propriété publique à des personnes privées, détentrices du pouvoir ou directement liées aux détenteurs du pouvoir, et que la mise en concession du pays a été consommée à l'avantage d'une structure oligopolistique de domination et d'enrichissement.

Les paradoxes de cette économie politique particulière sont légion. Le recouvrement de la souveraineté nationale et le renforcement d'un pouvoir autoritaire, voire policier, sont allés de pair avec l'évidement des fonctions administratives et même régaliennes de l'Etat, dépourvu de ressources fiscales, et la rémunération directe de ses fonctionnaires par les bailleurs de fonds ou les ONG. Le triomphe apparent des lois brutes du marché sur l'Etat dissimule la mise en coupe réglée du pays par un nombre restreint d'opérateurs politico-économiques et la banalisation des monopoles, des ententes, des guildes, des concessions exclusives, des passe-droits. L'exigence de justice et de réconciliation, l'omniprésence des organisations non gouvernementales, la célébration de la « société civile » s'accompagnent de

[72] Voir par exemple World Bank Group, *Cambodia. Seizing the Global Opportunity : Investment Climate Assessment and Reform Strategy for Cambodia*, Washington, 12 août 2004.

[73] La pratique des bakchich (« bon jour ») était généralisée à la fin des années 1960. Les exportations frauduleuses – en particulier de riz vers le Vietnam - étaient également massives. Le gouvernement ouvrit ses propres casinos à Phnom Penh et Sihanoukville en 1969 pour essayer de faire face à ses difficultés financières. Le seul casino de la capitale contribua à hauteur de 9% au budget de cette année. Il va sans dire que la famille du Prince était intéressée à ses bénéfices. Le mécontentement populaire fut tel que l'établissement fut fermé en janvier 1970. Il est considéré par les historiens comme ayant été l'un des facteurs principaux de discrédit de Sihanouk, qui facilita le coup d'Etat en mars de la même année. Source : D. P. Chandler, *The Tragedy of Cambodian History*, *op. cit.*, pp. 181-185.

[74] *Ibid*, p. 205.

[75] E. Gottesman, *Cambodia After the Khmer Rouge*, *op. cit.*, notamment les chapitres 12 et 14.

la marchandisation de l'éducation, de l'administration et des tribunaux. La privatisation effective de l'Etat s'accommode d'une fonction publique surnuméraire. La prévarication apparaît comme une condition de la paix sociale, et la déforestation sauvage comme celle de la démobilisation et de la paix civile. Loin d'être de simples dysfonctionnements ou de pures aberrations, ces contradictions sont sous-jacentes à l'équilibre politique précaire du pays.

Cela étant, *plusieurs caractéristiques politiques du régime doivent plus particulièrement retenir l'attention des bailleurs de fonds dans la mesure où elles sont susceptibles d'interférer avec leurs opérations ou de brouiller leur perception de la réalité sociale du pays. En outre, elles érigent le Cambodge en véritable prototype de la rente de la dépendance*[76]*, à l'âge du néo-libéralisme et de sa « gouvernance mondiale ». Elles ont de ce fait une portée comparative qui peut contribuer à une meilleure compréhension d'autres situations « moins avancées », voire « émergentes », dans des moments historiques « thermidoriens », de restauration autoritaire ou de criminalisation de l'Etat*. Notamment :

1) ***Les processus d'« invention de la tradition » demeurent actifs en tant que procédures de pouvoir, d'accumulation et de contrôle politique.*** Les atours de la monarchie ont été une ressource non négligeable dans la lutte factionnelle de ces dernières années et dans la mainmise du Premier ministre sur les institutions. Le « chevauchement » entre les positions de pouvoir et les positions d'accumulation, la symbiose entre les tycoons et le Premier ministre s'effectuent par l'intermédiation symbolique d'un titre néo-traditionnel, celui des *oknha*. De même la rhétorique de la « conciliation », dans le contexte de coercition politique et de capitalisme prédateur qui prévaut depuis la fin des années 1980, n'est rien d'autre qu'un mécanisme de domination politique et notabiliaire dans lequel les services de sécurité ont toute leur place et qui biaise en particulier les procédures judiciaires du contentieux électoral ou des différends agraires, en même temps qu'il concourt à la légitimation culturaliste du régime[77]. L'une des manifestations de ce néo-traditionalisme, constitutif de la consolidation du système de domination et de la formation d'une classe dominante, est la patrimonialisation croissante des réseaux de pouvoir, déjà notable à l'époque khmère rouge et, bien sûr, pendant la période sihanoukiste : l'importance qu'ont prise les alliances matrimoniales dans la régulation politique et économique du pays est telle que l'on suppute maintenant sur la

[76] J.-F. Bayart, *L'Etat en Afrique*, *op. cit.*
[77] S. Heder, « Political theatre in Cambodia », art. cité, pp. 36 et suiv. ; F. Luco, *Entre le tigre et le crocodile*, *op. cit.*

préparation à terme d'une succession « dynastique » du Premier ministre à l'avantage de son propre fils, Hun Manet.

2) ***Depuis 1979 l'échelon local est l'une des instances cruciales de la domination politique et des processus d'accumulation économique qu'elle recouvre***[78]. Le PPC y jouit de longue date d'un avantage comparatif hérité des modalités de l'occupation vietnamienne, et qui n'a cessé de se conforter. Il préside actuellement 99 % des conseils municipaux[79]. Il a nommé les chefs de village, qui auraient dû théoriquement être élus. L'imbrication patente de son encadrement local et des réseaux notabiliaires est directement impliquée dans les pratiques d'accaparement, de prédation et d'exploitation aussi bien que dans l'éviction électorale des autres partis, notamment par le biais de la surveillance quotidienne de leurs militants ou sympathisants et de la mainmise sur les listes électorales qui autorise la non inscription ou la radiation des citoyens supposés mal intentionnés, voire l'inscription d'électeurs vietnamiens en situation irrégulière[80]. De même les organes de base du PPC tendent à se confondre avec la hiérarchie de l'administration territoriale dont l'impartialité politique est dès lors une fiction, singulièrement en période électorale[81]. Dans ce contexte, la décentralisation sans déconcentration des pouvoirs administratifs et l'association des organisations non gouvernementales, voire des communautés d'usagers ou de producteurs, à la « gouvernance » locale ne peuvent être que des trompe l'œil destinés à satisfaire la pudeur des donateurs.

3) ***Les faux-semblants de la « démocratisation », sur la toile de fond d'une relative liberté d'expression dans la capitale, de multipartisme de façade et de présence massive de la « société civile internationale », ne sont pas que les manquements temporaires à l'idéal***

[78] J. Ledgerwood, "Patterns of CPP political repression and violence during the UNTAC period" in S. Heder, J. Ledgerwood, eds., *Propaganda, Politics, and Violence in Cambodia. Democratic Transition under the United Nations Peace-Keeping*, et J. Ledgerwood, J. Vijghen, "Decision-making in rural Khmer villages" in J. Ledgerwood, ed., *Cambodia Emerges from the Past : Eight Essays*, DeKalb, Northern Illinois University, 2002, chapitre V.

[79] Lors des élections de 2002, le PPC a emporté 1 597 communes, le PSR 13, et le FUNCINPEC 10.

[80] On estime à environ un million le nombre de citoyens qui ne se sont pas inscrits sur les listes électorales, ou en ont été radiés, ou n'ont pas trouvé leur nom sur ces dernières lors des municipales de 2002 et des législatives de 2003. C'est le chef de village qui délivre l'attestation nécessaire à l'obtention du certificat de résidence dont la présentation est réclamée au moment de l'inscription sur les listes électorales. C. Hughes, K. Sedara, *The Evolution of Democratic Process and Conflict Management in Cambodia. A Comparative Study of Three Cambodian Elections*, Phnom Penh, Cambodian Development Resource Institute, 2004, pp. 61 et suiv., 63 et suiv., 67 et suiv..

[81] *Ibid*.

libéral. Pour reprendre l'analyse de Steve Heder[82], la farce électorale est délibérée et ne dit rien d'autre que l'inanité de tout rêve d'alternance dans les urnes : le viol grossier des droits de l'Homme et des libertés publiques dans les campagnes, avec la caution plus ou moins honteuse des bailleurs de fonds, et en l'absence de tout *monitoring* des consultations locales, signifie à la paysannerie qu'il n'est point de voie de salut dans l'exercice de l'opposition politique, et moins encore dans l'espérance d'une protection ou d'un recours internationaux. De ce point de vue la démission de l'UNTAC, en 1992-1993, a bien été fondatrice du système d'éviction électorale sur laquelle repose la domination de la clique de Hun Sen.

4) ***En corollaire les appareils de sécurité***, placés sous l'autorité de Mol Reuap, chef du Département du renseignement militaire, de Hok Lundy, chef de la Police nationale, et de Chay Sanariddh, chef des Renseignements généraux, et les forces militaires placées sous le contrôle direct du Premier ministre - à commencer par la *Bodyguard*, sous le commandement du général Kun Kim, la 70ème Brigade, sous celui du général Mau Siphan, et les unités des régions militaires n° 2 et 3 – ***sont les pierres angulaires du régime***. Le maillage policier est particulièrement serré à l'échelon local : la vice-présidence des conseils municipaux est ainsi attribuée au responsable de la police du lieu. Dans les campagnes la gendarmerie - héritière de l'unité créée par l'UNTAC et formée par la coopération française, comprenant actuellement 7 000 paramilitaires et dirigée par le général Sao Sokha, sous l'autorité directe du Premier ministre - est le corps le plus présent, fréquemment accusé de violations des droits de l'Homme et d'ingérences dans les procédures électorales. Les forces régulières de l'armée, vieillissantes et mal équipées, sont en revanche cantonnées à l'exploitation lucrative des rentes économiques, licites ou illicites, qui leur sont laissées en concession dans les provinces, notamment dans les secteurs forestier et archéologique[83].

5) ***La « corruption » pandémique au sein de l'administration publique et de la classe politique ne constitue pas une anomalie provisoire par rapport à la « bonne gouvernance » de l'Etat, mais l'assise même de la logique thermidorienne selon laquelle il s'est reconstruit après l'épisode khmer rouge.*** Elle est tout à la fois le ressort politique, le système de financement et le mode de régulation économique du partage inégal du pouvoir entre le PPC et le FUNCINPEC pour « au moins les vingt ou trente années à venir », à en croire la

[82] S. Heder, « Political theatre in Cambodia », art. cité.
[83] Cf par exemple M. Lafont, *Pillaging Cambodia. The Illicit Traffic in Khmer Art*, Jefferson, McFarland & C°, 2004, pp. 34 et suiv.

prédiction du Premier ministre, le 15 novembre 2004, à l'Assemblée nationale. Si l'on se fie à certains spécialistes, l'une des conséquences de ce « compromis historique » entre les néo-communistes et les néo-monarchistes devrait être la reproduction de l'exercice autoritaire du pouvoir, sous couvert d'un multipartisme factice, et la distension du calendrier électoral[84].

6) ***Le processus thermidorien garantit l'organisation de la société économique et son articulation à l'élite politique à travers une structure oligopolistique implicite, non dénuée de contradictions internes,*** dont la nébuleuse des *oknha*, la Cambodian Development Commission, la hiérarchie militaire, le GMAC dans le secteur du textile, la Rice Miller Association dans celui du riz, ou différentes guildes informelles et réseaux contrebandiers sont les piliers. A cet égard la libéralisation économique, que consacre l'adhésion du Cambodge à l'OMC, véhicule une configuration autre que celle d'une économie de marché, sous le couvert d'un « partenariat public-privé » illusoire et pervers. Par ailleurs la participation de l'armée à l'économie nationale, depuis au moins 1983[85], rapproche le Cambodge du modèle qui prévaut dans nombre de pays d'Asie du Sud-Est et du Sud (Thaïlande, Vietnam, Birmanie, Indonésie, Pakistan) et qui caractérise également d'autres situations thermidoriennes (Chine, Iran).

7) ***Le dédoublement des mécanismes de décision a été à peu près permanent tout au long du XX° siècle.*** Le protectorat reposait sur ce principe dont le roi Sihanouk a abondamment joué à l'époque de la domination française, avant d'en faire un ressort de son gouvernement après l'indépendance. Le rôle des services secrets pendant la Guerre froide, celui de la Cour, les nécessités de la lutte politique clandestine, l'ingénierie politique vietnamienne du « front », du Parti des travailleurs et des « compagnons de route » comme faux-nez du Parti communiste, le poids de la fraude et de la contrebande dans l'économie nationale ont également contribué à la démultiplication de réseaux de pouvoir plus ou moins effectifs tout au long des années 1960. L'absence et le secret ont en définitive été des ressources politiques dont le roi Sihanouk et les dirigeants khmers rouges ont abusé. Néanmoins, les facteurs saillants, pour la période thermidorienne, ont été (et pour certains d'entre eux demeurent) :

[84] Le FUNCINPEC parle déjà d'un report à 2009 (au lieu de 2008) des prochaines législatives.
[85] E. Gottesman, *Cambodia After the Khmer Rouge*, *op. cit.*, pp. 230 et suiv.

a) le dédoublement entre la hiérarchie khmère et la chaîne vietnamienne de commandement au sein du mouvement communiste, singulièrement pendant la période d'occupation (1979-1989) ;

b) les formes d'association entre l'élite politique (et notamment le Premier ministre) et les opérateurs économiques des concessions, avec le recours massif à des prête-nom ;

c) et plus spécialement ses liens avec les opérateurs étrangers, en particulier chinois, hong kongais, taiwanais, thaïlandais, vietnamiens, malaisiens ;

d) le dédoublement systématique de la hiérarchie politique et administrative entre responsables du PPC et du FUNCINPEC, et le rôle pour ainsi dire universel dévolu à Sok An, le ministre d'Etat surnommé « Vishnou » ou le « Premier ministre » (du « Président », Hun Sen) ;

e) la création de canaux parallèles de responsabilité, de communication, de financement et d'administration par les opérateurs publics et privés de l'aide et de la coopération internationales.

L'émiettement du pouvoir, l'opacité de son exercice sont systémiques et favorisent certainement les activités illicites dans l'exploitation sauvage des ressources naturelles du pays, le blanchiment d'argent sale par le truchement de l'industrie des casinos en pleine expansion, voire les trafics de drogue et d'êtres humains. Pour autant ils ne paraissent pas occulter la prééminence d'une « structure occulte et collégiale de pouvoir » dont le Premier ministre serait le fondé et qui serait un indice d'une criminalisation du politique[86]. Bien au contraire, Hun Sen a construit sa suprématie, jusqu'à preuve du contraire absolue, sur les autres acteurs politiques, y compris « le Parti », i.e. le PPC, dont les hiérarques ont été ramenés à une position subordonnée et dont les statuts ont été allègrement bafoués, au même titre que la Constitution, dans les modalités de résolution de la crise politique de 2003-2004.

Chacune de ces sept caractéristiques interroge, parfois cruellement, les modes opératoires et l'esprit même de la coopération et de l'aide au développement dont bénéficie le Cambodge, et appellerait une révision déchirante de celles-ci. Les thématiques en vogue chez les donateurs, telles que la « bonne gouvernance », la « transparence », la « société civile », la « décentralisation », le « partenariat public-privé », la « lutte contre la

[86] J.-F. Bayart, S. Ellis, B. Hibou, *La Criminalisation de l'Etat en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1997, pp. 47 et suiv.

pauvreté », la « sortie de conflit », les « réformes », la « transition » à l' « économie de marché » et à la « démocratie », s'en trouvent ébranlées. Les discours et les stratégies des bailleurs de fonds s'avèrent largement déconnectés des réalités sociales et économiques du pays. In fine ils tendent à éluder, à légitimer et à financer un processus politique, inégalitaire et anti-démocratique, de formation d'une classe dominante, ainsi que, selon toute vraisemblance, l'ancrage du pays dans l'espace chinois, en contrepoint de sa dépendance par rapport au Vietnam et à la Thaïlande. De ce double point de vue, interne et régional, les effets de l'APD surviennent sans doute aux antipodes de ses intentions affichées.

La présente étude approfondit quatre dimensions de la « situation thermidorienne » cambodgienne : l'économie générale de la « transition » à la « démocratie » ; les processus de sortie de conflit et de démobilisation ; l'économie concessionnaire qui s'est mise en place à la faveur de ces changements politiques ; la présence massive et protéiforme de la Chine (et des Chinois, de diverses origines) dans le pays.